

## Congo-Brazzaville : l'ex-président Pascal Lissouba décédé en France

@rib News, 25/08/2020 à 10h00 Source AFP L'ex-président Pascal Lissouba (photo), qui a dirigé le Congo-Brazzaville de 1992 à 1997, est décédé lundi à Perpignan, en France à l'âge de 88 ans, a-t-on appris auprès de son parti, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS).

"Le président Lissouba est décédé aujourd'hui des suites d'une maladie", a déclaré le porte-parole de l'UPADS, le député Honoré Sayi, à l'AFP. "Avec un cœur lourd et meurtri, je vous annonce le décès ce lundi 24 août 2020 de mon père, le professeur Pascal Lissouba, ancien président de la République du Congo, à son domicile en France", a écrit sur Facebook Jérôme Lissouba, fils du président Lissouba et député congolais. Né le 15 novembre 1931 à Tsinguidi, dans le district de Mayoko (sud-ouest du Congo), Pascal Lissouba était ingénieur agronome, titulaire d'un doctorat en sciences naturelles obtenu en France en 1958. Il a occupé les fonctions de ministre de l'Agriculture sous le premier président du Congo indépendant Fulbert Youlou (1963-1965), avant de devenir Premier ministre de Alphonse Massamba Dabot en 1965-1966. Fondateur de l'UPADS en 1991, M. Lissouba est élu président de la République en 1992 lors du premier scrutin pluraliste dans ce petit pays d'Afrique centrale. Sous son mandat, entre 1993 et 1994, la contestation par l'opposition des résultats des législatives a provoqué des affrontements entre les milices des partis de l'opposition et celles de sa majorité présidentielle, faisant 2.000 morts. De juin à octobre 1997, des combats ont opposé dans la capitale, Brazzaville, les milices de Pascal Lissouba et de son dernier Premier ministre Bernard Kolélas à celles du général Sassou Nguesso, actuel président de la République, appuyées par des troupes angolaises. Victorieux de ce duel, M. Sassou Nguesso a repris le pouvoir qu'il avait perdu le 20 août 1992, à l'issue des élections organisées après la conférence nationale. Entre 4.000 et 10.000 personnes ont été tuées en cinq mois de violences. Le président Lissouba a alors été contraint de s'exiler en France. Il a notamment été condamné pour "haute trahison" et "complot" contre Denis Sassou Nguesso.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});